

Une révolution dans les domaines de l'énergie et de l'emploi

Kumi Naidoo

Créer de nouveaux emplois décents, lutter contre la pauvreté et contenir le changement climatique catastrophique sont des défis à relever qui ont toujours été considérés comme distincts, et auxquels se consacraient trois mouvements différents: les syndicats, les organisations spécialisées dans le développement et les écologistes. Ce ne devrait plus être le cas. Ces dernières années, comme le changement climatique est devenu une question toujours plus pressante et que les institutions financières internationales se sont une fois encore révélées incapables de créer des emplois ou de lutter contre la pauvreté, les individus et les organisations ont réalisé qu'il était dans notre intérêt collectif, en tant que citoyens du monde, de mettre en œuvre une politique industrielle verte. Cela devrait commencer par une réévaluation de la manière dont nous produisons et distribuons l'énergie.

Il [est] dans notre intérêt collectif, en tant que citoyens du monde, de mettre en œuvre une politique industrielle verte

Greenpeace, avec sa [R]évolution énergétique, programme élaboré conjointement avec plus d'une trentaine de scientifiques et d'ingénieurs du monde entier, propose une réorientation radicale de la manière dont le monde produit, distribue et, en définitive, consomme l'énergie. C'est une feuille de route pour rapprocher la production d'énergie de son lieu d'utilisation. Dans le cadre du système actuel, nous produisons de grandes quantités d'énergie sur quelques emplacements centralisés et nous transportons cette énergie sur de très longues distances là où elle est consommée. Ce système est dépourvu de toute flexibilité, entraîne souvent des gaspillages et laisse de grandes portions de la population mondiale à l'écart de la distribution et sans accès à quelque forme d'énergie que ce soit.

Outre qu'elle est géographiquement centralisée, la production d'énergie est aussi centralisée en termes d'influence, dans la mesure où elle est contrôlée par une poignée de sociétés très puissantes. Bien trop souvent, ces sociétés fonctionnent comme des monopoles, en imposant les conditions dans lesquelles

l'énergie est mise à disposition, les prix et l'accès. Comme ces sociétés spécialisées dans le secteur de l'énergie ne s'occupent pas du sort des pauvres, environ un tiers de la population mondiale (plus de 2 milliards d'individus) vit avec très peu, voire pas du tout d'accès à des services de fourniture d'énergie fiables. Pour la cuisine et le chauffage, beaucoup de gens doivent dépendre presque exclusivement de la combustion de biomasse, un processus très intensif en main-d'œuvre souvent nuisible pour la santé et un fléau pour l'environnement.

Apporter l'énergie à ces parties du monde en développement nous aiderait non seulement à résoudre la question de la pauvreté, mais, à condition que cela soit fait correctement, nous ferions un grand pas vers la création d'un avenir plus équitable et plus durable. Une telle initiative nous aiderait aussi à contenir le réchauffement planétaire et à créer des millions de nouveaux emplois par la même occasion.

La bonne nouvelle, c'est qu'une [R]évolution énergétique est tout à fait à notre portée. Si nous procédons aux changements adéquats durant les quelque dix prochaines années, nous pourrions redéfinir le système énergétique dépassé que nous utilisons dans la plupart des régions du monde, et nous évoluerons vers un avenir dans lequel les principales sources d'énergie seront le soleil, le vent et les forces naturelles de la terre. Cela créerait des avantages non pas seulement pour l'environnement, mais aussi pour les travailleurs.

La [R]évolution énergétique préconise la décentralisation de l'énergie, qui proviendrait, chaque fois que ce serait possible, de sources renouvelables comme le vent ou l'énergie solaire, et qui est reliée à un réseau de distribution local. Ce «micro-réseau» local alimenterait les foyers et les bureaux, plutôt que le système de transmission d'électricité à haute tension. Dans ce cas de figure, une énorme proportion de l'énergie mondiale serait produite par ces sources d'énergie décentralisées – complétées, selon les besoins, par de grandes stations d'éoliennes offshore, par des usines de production d'énergie solaire à concentration thermodynamique (CSP) dans les régions du monde à fort ensoleillement, et par d'autres sources d'énergie renouvelables d'ici à 2050. Créer une plus grande proximité entre les centrales électriques et les consommateurs permettra d'acheminer la chaleur perdue produite par les procédés de combustion vers les bâtiments alentours, un système appelé cogénération ou chaleur et énergie combinées. Cela signifie que presque tout l'apport d'énergie sera finalement utilisé.

La [R]évolution énergétique est une victoire non seulement pour l'environnement, mais aussi pour les collectivités locales. Les villes, villages et communautés locales se verront octroyer les moyens de produire, surveiller

et utiliser leur propre énergie, en contournant ainsi les grands monopoles. Correctement mise en œuvre, la [R]évolution énergétique engendrerait aussi des millions de nouveaux emplois en commençant par le secteur de l'approvisionnement en énergie, qui pourrait créer jusqu'à 12,5 millions d'emplois d'ici à 2015 (4,5 millions de plus que la projection actuelle). Une nette augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables se traduirait par la création de plus de 8 millions d'emplois d'ici à 2020 dans ce seul secteur, quatre fois plus qu'aujourd'hui.

La [R]évolution énergétique pourrait créer jusqu'à 12,5 millions d'emplois d'ici à 2015

Cette expansion de l'emploi ne pourra se produire que si l'on détermine une politique et des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables. Greenpeace préconise que les gouvernements prennent un éventail de mesures destinées à nous préserver des modifications négatives de l'équilibre de l'emploi par la fourniture d'emplois et le recyclage dans les collectivités touchées par cette transition. Si nous ne faisons rien, nous subirons de lourdes pertes d'emplois dans le secteur des énergies fossiles, et il n'y aura pas d'expansion de la production d'énergie propre pour compenser. Si nous investissons dans les énergies renouvelables, il sera possible de fournir plus d'emplois de remplacement pour compenser les pertes, dans des domaines comme la fabrication d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques, le forage géothermique, la construction de centrales thermiques solaires, les installations de production d'énergie marémotrice, l'efficacité énergétique, et beaucoup d'autres solutions fournissant des emplois propres.

Si nous examinons le secteur de l'énergie dans son ensemble, le tableau est également encourageant: si nous refondons complètement nos systèmes énergétiques comme on vient de l'exposer, il y aura 3,2 millions (soit plus de 33 pour cent) d'emplois supplémentaires d'ici à 2030 dans le secteur à l'échelle mondiale. En Asie, 650000 emplois pourraient être créés dans le secteur d'ici à 2015, contre 610000 si l'on ne change rien. En Inde, environ 1 million d'emplois pourraient être créés dans ce secteur, contre 710 000 avec le statu quo. En plus de la quantité, la qualité d'un grand nombre de ces emplois nouveaux serait impressionnante. Les emplois dans les secteurs qui feraient leur apparition, ou qui se développeraient considérablement, du fait d'une [R]évolution énergétique seront souvent d'un niveau bien plus élevé que ceux créés dans l'industrie pétrolière, par exemple. Ils n'auront rien à voir avec les emplois faisant appel aux technologies risquées et dangereuses du XIX^e siècle dont dépend encore une bonne partie de la population mondiale pour la production d'énergie. En s'éloignant des sources d'énergie sales et

dangereuses comme les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire, nous créerons beaucoup de nouveaux emplois qui seront propres, sûrs et sains.

Pour les pays en développement, cela représente une occasion fantastique de rattraper les pays développés aussi bien financièrement que technologiquement. En mettant en œuvre de nouvelles formes d'énergie, ces pays pourraient sauter l'étape de l'énergie sale dont les pays développés sont tout juste en train de sortir et passer directement à l'énergie propre et durable, évitant ainsi la hausse des prix du pétrole, l'amenuisement des réserves de combustibles fossiles et les dangers permanents que comportent ces types d'énergie. En adoptant les technologies du XXI^e siècle, non seulement ils pourraient réduire considérablement leurs émissions de CO₂ et jouer un rôle important dans la lutte mondiale contre le changement climatique, mais ils pourraient aussi s'engager sur une voie de croissance économique dissociée de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et respectant les limites naturelles de la planète que nous partageons tous.

Le moment ne pourrait être plus favorable: beaucoup de centrales électriques dans les pays industrialisés, comme les Etats-Unis, le Japon et les pays de l'UE, approchent de la fin de leur durée de vie prévue, plus de la moitié de l'ensemble des centrales en activité ayant déjà plus de vingt ans. En même temps, des pays comme le Brésil, la Chine et l'Inde cherchent à satisfaire la demande croissante d'énergie créée par leurs économies en expansion.

Mais la [R]évolution énergétique ne se produira pas d'elle-même. Nous avons besoin que les gouvernements et les industries dans le monde entier mettent en œuvre les politiques qui conviennent pour apporter des changements structurels substantiels dans le secteur de l'énergie. Malheureusement, nos dirigeants actuels – politiciens ou entrepreneurs – sont peu nombreux à avoir vu des avantages pour eux-mêmes dans la promotion d'une révolution dans la façon dont nous traitons la planète.

Etant donné que le changement est dans l'intérêt des peuples et de la planète et pas nécessairement dans celui des grandes entreprises, il faudra la volonté de millions d'individus dans le monde entier pour obliger ceux qui détiennent le pouvoir à créer l'infrastructure politique qui permettra ce changement. Nous allons avoir besoin d'un mouvement international des honnêtes hommes et femmes qui englobe les organisations environnementales, les syndicats, les organisations spécialisées dans le développement et bien d'autres qui n'ont pas réellement réfléchi à la manière dont l'environnement influe sur nos vies.

Note

On trouvera de plus amples renseignements sur le projet de [R]évolution énergétique de Greenpeace à l'adresse suivante: www.greenpeace.org/energyrevolution.

Kumi Naidoo est administrateur de Greenpeace International. Il a commencé sa carrière comme militant et dirigeant de mouvement de jeunes dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Puis il est devenu administrateur fondateur de la South African National NGO Coalition (SANGOCO) avant de diriger CIVICUS World Alliance for Citizen Participation de 1998 à 2008. Il a été président fondateur de l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP) et a été président de l'alliance de la société civile «Campagne internationale Action Climat» (CIAC), dont Greenpeace était membre fondateur, et membre du conseil d'administration de l'Association pour les droits des femmes et le développement.